**RAPPORT [prOVISOIRE ou FINAL]**

**date**( date de signature du Rapport final ;

ou date de transmission du Rapport provisoire)

**AUDIT [FINANCIER, DES DILIGENCES LCB/FT/SANCTIONS, DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE , DE PASSATION DES MARCHÉS, TECHNIQUE]**

INTITULÉ DU PROJET

|  |  |
| --- | --- |
| Entité auditée | Nom de l’Entité mettant en œuvre le Projet |
| Pays : | Pays où le Projet est mis en œuvre |
| Autorité contractante : | Autorité signataire : AFD ou MOA nationale |
| Référence du contrat d’audit : | Indiquer la référence |
| Dates des précédents rapports d’audit : | Indiquer les dates, si applicable |
| Auditeur : | Cabinet d'audit responsable de l'audit |
| Période couverte par l’audit | du date au date |
| Dates des travaux d’audit sur le terrain : | du date au date |
| État d'avancement du Projet : | Indiquer si en cours ou achevé |
| Date du rapport provisoire : | A préciser uniquement dans le rapport final |
| Date de réponse de l’Autorité contractante : | Indiquer dans le rapport final |

**EN-TÊTE DE L’AUDITEUR**

Sommaire

Rapport de l’auditeur indépendant [opinion sans réserve / avec réserve / défavorable] – Audit financier 5

Rapport de l’auditeur indépendant [impossibilité d’exprimer une opinion] – Audit financier 9

Rapport de l’auditeur indépendant [opinion sans réserve / avec réserve / défavorable] – Audit du système de contrôle interne 12

Rapport de l’auditeur indépendant [impossibilité d’exprimer une opinion] – Audit du système de contrôle interne 16

1 Contexte et objectifs de l’audit 18

2 Déroulement et méthodologie de l’audit 18

2.1 Périmètre de l’audit 18

2.2 Principales étapes et dates 18

2.3 Évènements marquants 18

2.4 Procédures d’audit 18

3 Résumé de toutes les constatations 20

3.1 Résumé des constatations financières 20

3.2 Résumé des constatations relatives au système de contrôle interne 22

3.3 Résumé des constatations relatives à la passation des marchés 26

3.4 Résumé des constatations relatives à l’exécution technique des marchés 28

3.5 Résumé des constatations relatives aux diligences LCB/FT/Sanctions 29

3.6 Données essentielles de l’audit 31

3.7 Suivi des recommandations des audits antérieurs 32

4 Constatations et recommandations 34

4.1 Constatations financières 34

4.2 Constatations relatives au système de contrôle interne 35

4.3 Constatations relatives à la passation des marchés 39

4.4 Constatations relatives à l’exécution technique des marchés 40

4.5 Constatations relatives aux diligences LCB/FT/Sanctions 41

Annexe 1 : États financiers du Projet (y compris tableau de flux de trésorerie) 44

Annexe 2 : Rapprochement(s) bancaire(s) de fin de période couverte par l’audit 45

Annexe 3 : Liste des dépenses de la période auditée et des dépenses auditées 46

Annexe 4 : Compte – rendus des visites de terrain 47

Annexe 5 : Personnes rencontrées 48

Annexe 6 : Termes de référence de la mission 49

|  |
| --- |
| **Comment utiliser ce modèle de rapport**   * Supprimer dans les sections 2.4, 3 et 4 les paragraphes dédiés aux modules d’audit non retenus par les TdR * **compléter** les informations surlignées en gris * **choisir** ou supprimer le texte entre [ ] surligné en jaune, * **supprimer** tous les exemples en rouge et surlignés en jaune * **supprimer** toutes les instructions et notes de bas de page en rouge * **supprimer cet encadré et les deux suivants** sur les orientations concernant les opinions d’audit **avant émission du rapport d’audit** |

**ORIENTATIONS CONCERNANT LES OPINIONS**

**DE l’AUDIT FINANCIER**

Si l'**effet cumulé** (pourcentage du total des dépenses déclarées pour le Projet) des constatations financières est **inférieur** au seuil de signification (habituellement de **2 %),** l'auditeur doit exprimer une **opinion sans réserve**. Un paragraphe d'observations peut être ajouté pour attirer l'attention sur les constatations financières < 2%, le cas échéant.

Si l'effet cumulé (pourcentage du total des dépenses déclarées pour le Projet) des constatations financières est **supérieur** au seuil de signification (habituellement de **2 %**), l'auditeur doit **au minimum** exprimer une **opinion avec réserve**. L'auditeur doit déterminer **au cas par cas** et sur la base de son jugement professionnel s'il est approprié d'exprimer une **opinion défavorable ou** de conclure à l'**impossibilité d'exprimer une opinion**.

* L’opinion dépend principalement de l’importance de chaque type de constatations, et de l’existence de limitations à l’étendue des travaux. **En cas de limitations de l’étendue des travaux,** l’auditeur doit évaluer l’incertitude qui en découle et son incidence possible sur l’éligibilité des dépenses déclarées, et décider s’il est approprié d’exprimer une opinion avec réserve ou une opinion défavorable, ou encore de conclure à l’impossibilité d’exprimer une opinion.
* En conséquence, il n’est pas possible de fournir une formulation standard pour le paragraphe intitulé « Justification de l’opinion » en cas d’opinion avec réserve et défavorable. La formulation proposée peut être utilisée et adaptée par l’auditeur au cas par cas et sur la base de son jugement professionnel.

Rapport de l’auditeur indépendant [opinion sans réserve / avec réserve / défavorable] – Audit financier

Autorité contractante, [et Entité][[1]](#footnote-1)

Adresse

Conformément à nos termes de référence (TdR), nous avons audité les dépenses et les recettes déclarées dans les états financiers au date du projet intitulé intitulé du projet, le « **Projet**», couvrant la période du date au date, figurant à l’annexe 1. Ce rapport a été établi conformément à l’article numéro de la convention de financement préciser la référence, établie entre l’Agence française de développement et nom de la structure signataire.

Nos constatations sont présentées dans les parties prévues à cet effet de notre rapport, qui est exclusivement destiné à l’Autorité contractante, [et à l’Entité]1, [et à l’Agence française de développement][[2]](#footnote-2) et vise à donner l'assurance que les fonds alloués au Projet ont été utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables précisées à la section 2.1 de notre rapport, ainsi qu’à faciliter la détermination, avec l’Entité, des éventuelles dépenses à rembourser, voire en cas d’audit final de fonds non utilisés à retourner.

**Responsabilités respectives de la direction de l'Entité et des auditeurs**

Aux termes des conditions contractuelles, la direction de l'Entité a la responsabilité d'établir les états financiers et de veiller à ce qu'ils donnent une image fidèle des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet, conformément aux conditions contractuelles applicables.

Notre responsabilité consiste à auditer les états financiers du Projet et à communiquer nos constatations à l’Autorité contractante, [et à l’Entité]1, [et à l’Agence Française de Développement]2 conformément aux TdR de la mission d'audit. Ces derniers précisent que nous devons réaliser notre travail conformément aux normes internationales d’audit (émises par l'International Federation of Accountants – IFAC –) dans la mesure où ces normes peuvent être appliquées dans le contexte spécifique d'un audit visant à vérifier le respect de conditions contractuelles. Ces normes nous imposent de respecter les règles de déontologie applicables lors de l'exécution de nos travaux.

**Étendue de l’audit**

L'étendue de notre audit est définie dans nos TdR, comme le précise la section 2.1 de notre rapport. Notre tâche consiste à recueillir suffisamment d'éléments justifiant les montants et les informations figurant dans les états financiers pour fournir l'assurance que les états financiers sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de pratiques prohibées. Nous avons communiqué toutes nos constatations, quel que soit le montant en cause.

Nous avons pris en compte tous les éléments probants disponibles qui nous ont été présentés au cours de nos travaux sur le terrain, que nous avons achevés le date, de même que les observations et informations communiquées par la suite par l’Entité, l’Autorité contractante [et l’Agence française de développement][[3]](#footnote-3) jusqu'à la date du présent rapport.

**Option 1 – Opinion sans réserve**

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sans réserve.

**Opinion sans réserve**

À notre avis :

* les états financiers donnent une image fidèle des dépenses effectivement exécutées et des recettes effectivement perçues pour le Projet au cours de la période du date au date, conformément aux conditions contractuelles applicables ; et
* les fonds alloués au Projet par l’AFD ont, dans tous leurs aspects significatifs, été utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables notamment en termes de respect des listes de sanction.

**[Observation]** (Facultatif)

Sans remettre en cause notre opinion, nous attirons votre attention sur les **constatations financières présentées à la section 3.1, dont le montant s’élève à** **montant Euros, soit** **pourcentage % du montant total des dépenses déclarées pour le Projet sur la période couverte par l’audit**.

**Diffusion et utilisation**

Le présent rapport demandé par l’Autorité contractante est exclusivement destiné à l’information et à l'usage de cette dernière[, de l’Agence française de développement]3 et de l'Entité[[4]](#footnote-4).

*Signature de l'auditeur*:

*Nom de l'auditeur signataire :*

*Adresse de l'auditeur :*

*Date de signature**: (ne pas utiliser pour les rapports provisoires. Date de signature du rapport* ***final****)*

**Option 2 – Opinion avec réserve**

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

**Justification de l’opinion avec réserve**

**Nos constatations financières, présentées à la section 3.1 de notre rapport, portent sur un total de montant Euros**. Ces constatations représentent **pourcentage % du montant total des dépenses déclarées pour le Projet, sur la période couverte par l’audit**.

Nous jugeons ces constatations financières significatives dans le contexte de notre audit.

Nous n’avons notamment pas été en mesure de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés en ce qui concerne : description des problèmes

**Opinion avec réserve**

Sous réserve de l’incidence des éléments mentionnés dans le paragraphe précédent – Justification de l’opinion avec réserve –, à notre avis :

* les états financiers du Projet donnent une image fidèle des dépenses effectivement exécutées et des recettes effectivement perçues pour le Projet au cours de la période du date au date, conformément aux conditions contractuelles applicables ; et
* les fonds alloués au Projet par l’AFD ont, dans leurs aspects significatifs, été utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables, notamment en termes de respect des listes de sanction.

**Diffusion et utilisation**

Le présent rapport demandé par l’Autorité contractante est exclusivement destiné à l’information et à l'usage de cette dernière[, de l’Agence française de développement][[5]](#footnote-5) et de l'Entité[[6]](#footnote-6).

*Signature de l'auditeur*:

*Nom de l'auditeur signataire :*

*Adresse de l'auditeur :*

*Date de signature : (ne pas utiliser pour les rapports provisoires. Date de signature du rapport* ***final****)*

**Option 3 – Opinion défavorable**

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion défavorable.

**Justification de l’opinion défavorable**

**Nos constatations financières, présentées à la section 3.1 de notre rapport, portent sur un total de montant Euros. Ces constatations représentent pourcentage % du montant total des dépenses déclarées pour le Projet, sur la période couverte par l’audit**.

Nous jugeons ces constatations financières significatives et diffuses dans le contexte de notre audit.

Nous n’avons notamment pas été en mesure de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés en ce qui concerne : description des problèmes

**Opinion défavorable**

Sous réserve de l’incidence des éléments mentionnés dans le paragraphe précédent – Justification de l’opinion défavorable –, à notre avis :

* les états financiers du Projet ne donnent pas une image fidèle des dépenses effectivement exécutées et des recettes effectivement perçues pour le Projet au cours de la période du date au date, conformément aux conditions contractuelles applicables ; et
* les fonds alloués au projet par l’AFD n’ont pas, dans tous leurs aspects significatifs, été utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables notamment en termes de respect des listes de sanction.

**Diffusion et utilisation**

Le présent rapport demandé par l’Autorité contractante est exclusivement destiné à l’information et à l'usage de cette dernière[, de l’Agence française de développement][[7]](#footnote-7) et de l'Entité[[8]](#footnote-8).

*Signature de l'auditeur*:

*Nom de l'auditeur signataire :*

*Adresse de l'auditeur :*

*Date de signature : (ne pas utiliser pour les rapports provisoires. Date de signature du rapport* ***final****)*

Rapport de l’auditeur indépendant [impossibilité d’exprimer une opinion] – Audit financier

Autorité contractante, [et Entité][[9]](#footnote-9)

Adresse

Format de rapport à utiliser dans le cas d’une **impossibilité d’exprimer une opinion**

Conformément à nos termes de référence (TdR), nous avons audité les dépenses et les recettes déclarées dans les états financiers au date du projet intitulé intitulé du projet, le « **Projet** », couvrant la période du date au date, figurant à l’annexe 1. Ce rapport a été établi conformément à l’article numéro de la convention de financement préciser la référence, établie entre l’Agence française de développement et nom de la structure signataire.

**Responsabilités respectives de la direction de l'Entité et des auditeurs**

Aux termes des condtions contractuelles, la direction de l'Entité a la responsabilité d'établir les états financiers et de veiller à ce qu'il donne une image fidèle des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet, conformément aux conditions contractuelles applicables.

Notre responsabilité consiste à auditer les états financiers et à communiquer nos constatations à l’Autorité contractante, [et à] l’Entité[[10]](#footnote-10), [et à l’Agence française de développement][[11]](#footnote-11), conformément aux TdR de la mission d'audit. Ces derniers précisent que nous devons réaliser notre travail conformément aux normes internationales d’audit (émises par l'International Federation of Accountants – IFAC –) dans la mesure où ces normes peuvent être appliquées dans le contexte spécifique d'un audit visant à vérifier le respect de conditions contractuelles. Ces normes nous imposent de respecter les règles de déontologie applicables lors de l'exécution de nos travaux.

**Justification de l’impossibilité d’exprimer une opinion**

L’étendue de cet audit est définie dans nos TdR, tel que précisé à la section 2.1 de notre rapport. Nous n’avons pas été en mesure de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés concernant description des problèmes en raison de description des raisons et du contexte. Il en résulte une possible incidence significative et diffuse sur les états financiers et le montant total des dépenses déclarées. En raison de cette incertitude, nous ne disposons pas d’éléments sur lesquels fonder notre opinion.

**Impossibilité d’exprimer une opinion**

En raison de la nature fondamentale des éléments mentionnés dans le paragraphe précédent – Justification de l’impossibilité d ‘exprimer une opinion –, nous n’avons pas été en mesure de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés sur lesquels fonder une opinion. **Par conséquent, nous n’exprimons pas d’opinion sur les éléments suivants** :

* les états financiers donnent-t-ils une image fidèle des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet au cours de la période du date au date, conformément aux conditions contractuelles applicables ? et
* les fonds alloués au Projet par l’AFD ont-ils, dans leurs aspects significatifs, été utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables notamment en termes de respect des listes de sanction?

**Diffusion et utilisation**

Le présent rapport demandé par l’Autorité contractante est exclusivement destiné à l’information et à l'usage de cette dernière[, de l’Agence française de développement][[12]](#footnote-12) et de l'Entité[[13]](#footnote-13).

*Signature de l'auditeur*:

*Nom de l'auditeur signataire :*

*Adresse de l'auditeur :*

*Date de signature : (ne pas utiliser pour les rapports provisoires. Date de signature du rapport* ***final****)*

**Orientations concernant les OPINIONS DE L’audit DU système DE contrôle INTERNE**

L'auditeur doit évaluer l'importance des faiblesses du système de contrôle interne (sont‑elles limitées, significatives ou fondamentales ?). En vue de déterminer le degré de faiblesse du système de contrôle interne, l'auditeur doit évaluer si l'absence ou la défaillance d'un contrôle ou d'une série de contrôles entraîne un risque important d'erreurs significatives, d'irrégularités ou de pratiques prohibées dans l'utilisation des fonds alloués au Projet par l’Agence française de développement. Pour évaluer l'importance des faiblesses du système de contrôle interne, l'auditeur se fonde sur son jugement professionnel.

Si les constatations de l'auditeur ayant trait au contrôle interne concernent des **faiblesses limitées** du système de contrôle interne qui ne font pas peser de risque important sur la réalisation des objectifs du Projet, l'incidence de ces faiblesses doit être considérée comme non significative dans le contexte de l'audit. Dans un tel cas, l'auditeur est invité à exprimer une **opinion** **sans réserve** et à prévoir un **paragraphe d'observations** pour attirer l'attention sur les éventuelles faiblesses limitées du système de contrôle interne.

Si les constatations de l'auditeur ayant trait au contrôle interne concernent des **faiblesses significatives** du système de contrôle interne faisant peser un risque substantiel sur la réalisation des objectifs du Projet, l'auditeur doit alors exprimer une **opinion** **avec réserve**.

Si les constatations de l'auditeur ayant trait au contrôle interne concernent des **faiblesses fondamentales** du système de contrôle interne faisant peser un risque critique sur la réalisation des objectifs du Projet, l’'auditeur doit alors exprimer une **opinion** **défavorable**.

En cas de **limitations de l'étendue des travaux**, l'auditeur doit évaluer l'incertitude qui en découle et son incidence possible sur la conception et l'efficacité opérationnelle du système de contrôle interne, et décider s'il est approprié d'exprimer une **opinion** **avec réserve** ou une **opinion** **défavorable** ou encore de conclure à **l'impossibilité d'exprimer une opinion**.

Rapport de l’auditeur indépendant [opinion sans réserve / avec réserve / défavorable] – Audit du système de contrôle interne

Autorité contractante, [et Entité][[14]](#footnote-14)

Adresse

Conformément à nos termes de référence (TdR), nous avons procédé à un audit du système de contrôle interne mis en place et utilisé par nom, « **l’Entité** », pour le projet intitulé du projet, le « **Projet** », afin de gérer les risques d’erreur, d’irrégularité et de pratique prohibée dans l’utilisation des fonds alloués au Projet par l’Agence française de développement.

Le présent audit, réalisé dans les bureaux de nom de l’Entité, du date au date a eu pour objet d’évaluer la conception, l’efficacité opérationnelle et l’effectivité du système de contrôle interne (outils et procédures) de la période du date au date, ainsi que la fiabilité des enregistrements comptables et de l’information financière de nom de l’Entité. Ce rapport a été établi conformément aux dispositions relatives à la gestion financière de la convention de financement préciser la référence[[15]](#footnote-15), établie entre l’Agence française de développement et nom de la structure signataire.

Nos constatations sont présentées dans les parties prévues à cet effet de notre rapport, qui est exclusivement destiné à l’Autorité contractante, [et à] l’Entité, [et à l’Agence française de développement][[16]](#footnote-16) et vise à donner l'assurance que les risques liés à la réalisation des objectifs du Projet font l’objet d’une gestion et d’un contrôle appropriés.

**Responsabilités respectives de la direction de l'Entité et des auditeurs**

La direction de l’Entité est responsable de la conception, de la mise en œuvre et du fonctionnement efficace du système de contrôle interne, notamment de la gestion et du contrôle des risques liés à la réalisation des objectifs du Projet.

Notre responsabilité consiste à auditer le système de contrôle interne du projet et à communiquer nos constatations à l’Autorité contractante, [et à] l’Entité, [et à l’Agence française de développement][[17]](#footnote-17), conformément aux TdR de la mission d’audit. Ces derniers précisent que nous devons réaliser notre travail conformément aux normes internationales d’audit (émises par l'*International Federation of Accountants* – IFAC –) dans la mesure où ces normes peuvent être appliquées dans le contexte spécifique d'un audit du système de contrôle interne visant à fournir l’assurance que les risques liés à la réalisation des objectifs du Projet font l’objet d’une gestion et d’un contrôle appropriés. Ces normes nous imposent de respecter les règles de déontologie et de contrôle qualité applicables lors de l'exécution de nos travaux.

**Étendue de l’audit**

Conformément à nos TdR, cet audit a eu pour objet d’évaluer la conception, l’efficacité et l’effectivité des contrôles internes clés (outils et procédures) de l’Entité, notamment pour la prévention raisonnable et la détection des erreurs, des irrégularités et des pratiques prohibées dans le cadre de l’utilisation des fonds alloués par l’Agence française de développement pour la réalisation du Projet. Nos travaux ont principalement comporté :

* l’analyse des procédures par des entretiens avec les principaux responsables concernés et l’examen des procédures et des méthodes utilisées pour centraliser, traiter et enregistrer les différentes transactions (y compris la revue des procédures de passation et d’exécution des marchés) ;
* l’appréciation des contrôles mis en œuvre pour assurer une bonne maîtrise des opérations ;
* la réalisation de sondages pour constater l’application de contrôles jugés efficients ou pour évaluer l’incidence des insuffisances de contrôles éventuelles ;

**Option 1 – Opinion sans réserve**

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sans réserve.

**Opinion sans réserve**

À notre avis, le système de contrôle interne mis en place et utilisé par [Entité auditée] afin de gérer les risques significatifs liés à la réalisation des objectifs du Projet a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période du date au date.

**[Observation]** (Facultatif)

**Sans remettre en cause notre opinion, nous attirons votre attention sur la synthèse de nos constatations et recommandations présentée à la section 3.2.2, qui récapitule les faiblesses identifiées du système de contrôle interne**.

**Diffusion et utilisation**

Le présent rapport demandé par l’Autorité contractante est exclusivement destiné à l’information et à l'usage de cette dernière[, de l’Agence française de développement][[18]](#footnote-18) et de l'Entité[[19]](#footnote-19).

*Signature de l'auditeur*:

*Nom de l'auditeur signataire :*

*Adresse de l'auditeur :*

*Date de signature : (ne pas utiliser pour les rapports provisoires. Date de signature du rapport* ***final****)*

**Option 2 – Opinion avec réserve**

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

**Justification de l’opinion avec réserve**

Nous avons examiné la conception, l’efficacité opérationnelle et l’effectivité du dispositif de contrôle interne existant au date, qui a été mis en place afin de gérer les risques liés à la réalisation des objectifs de nom du Projet, notamment pour la prévention raisonnable et la détection des erreurs, des irrégularités et des pratiques prohibées.

**Nos constatations et recommandations, présentes à la section 3.2.2 du présent rapport (Synthèse des faiblesses, risques et recommandations)**, exposent dans le détail les faiblesses importantes du système de contrôle interne, qui font peser un **risque substantiel** sur la réalisation des objectifs du Projet. **L’incidence de ces faiblesses sur la conception, l’efficacité opérationnelle et l’effectivité du système de contrôle interne est considérée comme significative dans le contexte de notre audit, si des mesures de remédiation ne sont pas rapidement mises en place**.

Les principales faiblesses constatées concernent : description des faiblesses constatées

Nos travaux ont été limités par le fait que : description des limitations

**Opinion avec réserve**

Sous réserve de l’incidence des éléments mentionnés dans le paragraphe précédent – Justification de l’opinion avec réserve –, à notre avis, le système de contrôle interne mis en place et utilisé par nom de l’Entité a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période du date au date.

**Diffusion et utilisation**

Le présent rapport demandé par l’Autorité contractante est exclusivement destiné à l’information et à l'usage de cette dernière[, de l’Agence française de développement][[20]](#footnote-20) et de l'Entité[[21]](#footnote-21).

*Signature de l'auditeur*:

*Nom de l'auditeur signataire :*

*Adresse de l'auditeur :*

*Date de signature : (ne pas utiliser pour les rapports provisoires. Date de signature du rapport* ***final****)*

**Option 3 – Opinion Défavorable**

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion défavorable.

**Justification de l’opinion défavorable**

Nous avons examiné la conception, l’efficacité opérationnelle et l’effectivité du dispositif de contrôle interne existant au date, qui a été mis en place afin de gérer les risques liés à la réalisation des objectifs de nom du Projet, notamment pour la prévention raisonnable et la détection des erreurs, des irrégularités et des pratiques prohibées.

**Nos constatations et recommandations, présentes à la section 3.2.2 du présent rapport (Synthèse des faiblesses, risques et recommandations)**, exposent dans le détail les faiblesses fondamentales du système de contrôle interne, qui font peser un **risque critique** sur la réalisation des objectifs du Projet. **L’incidence de ces faiblesses sur la conception, l’efficacité opérationnelle et l’effectivité du système de contrôle interne est considérée comme significative et diffuse dans le contexte de notre audit**.

Les principales faiblesses constatées concernent : description des faiblesses constatées

Nos travaux ont été limités par le fait que : description des limitations

**Opinion défavorable**

En raison de la nature fondamentale des éléments mentionnés dans le paragraphe précédent – Justification de l’opinion défavorable –, à notre avis, le système de contrôle interne mis en place et utilisé par nom de l’Entité n’a pas été conçu de façon adéquate et n’a pas fonctionné efficacement au cours de la période du date au date.

**Diffusion et utilisation**

Le présent rapport demandé par l’Autorité contractante est exclusivement destiné à l’information et à l'usage de cette dernière[, de l’Agence française de développement][[22]](#footnote-22) et de l'Entité[[23]](#footnote-23).

*Signature de l'auditeur*:

*Nom de l'auditeur signataire :*

*Adresse de l'auditeur :*

*Date de signature : (ne pas utiliser pour les rapports provisoires. Date de signature du rapport* ***final****)*

Rapport de l’auditeur indépendant [impossibilité d’exprimer une opinion] – Audit du système de contrôle interne

Autorité contractante, [et Entité][[24]](#footnote-24)

Format de rapport à utiliser dans le cas d’une **impossibilité d’exprimer une opinion**

Conformément à nos termes de référence (TdR), nous avons été chargés de procéder à un audit du système de contrôle interne mis en place et utilisé par nom, « **l’Entité** », pour le projet intitulé du projet, le « **Projet** », afin de gérer les risques d’erreur, d’irrégularité et de pratique prohibée dans l’utilisation des fonds alloués au Projet par l’Agence française de développement.

Cet audit devait porter sur la conception et l’efficacité opérationnelle du système de contrôle interne (outils et procédures) de la période du date au date.

**Responsabilités respectives de la direction de l'Entité et des auditeurs**

La direction de l’Entité est responsable de la conception, de la mise en œuvre et du fonctionnement efficace du système de contrôle interne, notamment de la gestion et du contrôle des risques liés à la réalisation des objectifs du Projet.

Notre responsabilité consiste à auditer le système de contrôle interne du projet et à communiquer nos constatations à l’Autorité contractante, [et à] l’Entité[[25]](#footnote-25), [et à l’Agence française de développement][[26]](#footnote-26), conformément aux TdR de la mission d’audit. Ces derniers précisent que nous devons réaliser notre travail conformément aux normes internationales d’audit (émises par l'*International Federation of Accountants* – IFAC –) dans la mesure où ces normes peuvent être appliquées dans le contexte spécifique d'un audit visant à fournir l’assurance que les risques liés à la réalisation des objectifs du Projet font l’objet d’une gestion et d’un contrôle appropriés. Ces normes nous imposent de respecter les règles de déontologie et de contrôle qualité applicables lors de l'exécution de nos travaux.

**Justification de l’impossibilité d’exprimer une opinion**

L’étendue de cet audit est définie dans nos TdR, tel que précisé au point 2.1 de notre rapport. **Nous n’avons pas été en mesure de recueillir des éléments probants suffisants concernant description des problèmes en raison de description des raisons et du contexte**. Il en résulte une possible incidence significative et diffuse sur la conception et l’efficacité opérationnelle du système de contrôle interne dans le contexte de notre audit. En raison de cette incertitude, nous ne disposons pas d’éléments sur lesquels fonder notre opinion.

**Impossibilité d’exprimer une opinion**

En raison de la nature fondamentale des éléments mentionnés dans le paragraphe précédent – Justification de l’impossibilité d’exprimer une opinion –, nous n’avons pas été en mesure de recueillir des éléments probants suffisants sur lesquels fonder une opinion. Par conséquent, nous n’exprimons pas d’opinion sur la conception et, l’efficacité opérationnelle et l’effectivité du système de contrôle interne de nom du Projet au cours de la période du date au date.

**Diffusion et utilisation**

Le présent rapport demandé par l’Autorité contractante est exclusivement destiné à l’information et à l'usage de cette dernière[, de l’Agence française de développement][[27]](#footnote-27) et de l'Entité[[28]](#footnote-28).

*Signature de l'auditeur*:

*Nom de l'auditeur signataire :*

*Adresse de l'auditeur :*

*Date de signature : (ne pas utiliser pour les rapports provisoires. Date de signature du rapport* ***final****)*

# Contexte et objectifs de l’audit

Le contexte et les objectifs de l’audit sont ceux décrits dans les TdR annexés à ce rapport. L’auditeur ajoutera les précisions qu’il jugera utiles.

Cet audit est conduit  [annuellement conformément à la convention de financement] [avant le renouvellement de la ou les avances] [ponctuellement suite à des événements décrits dans le TdR] [ponctuellement suite à des soupçons de pratiques prohibées].

# Déroulement et méthodologie de l’audit

## Périmètre de l’audit

Le périmètre de l’audit est celui décrit dans les TdR annexés à ce rapport.

Cet audit comprend un audit financier, [y compris la vérification des pièces justificatives avant le renouvellement des avances], un audit des diligences LCB/FT/Sanctions [, une revue du système de contrôle interne] [, un audit sur la passation des marchés] [, un audit technique].

## Principales étapes et dates

Décrire de manière concise le déroulement des différentes étapes de l’audit (préparation, mission terrain, restitutions, rédaction).

## Évènements marquants

Signaler les évènements marquants de la mission, notamment ceux qui ont pu avoir une incidence sur le périmètre de l’audit (limitation des travaux).

## Procédures d’audit

Les procédures d’audit appliquées sont celles prévues dans les TdR annexés à ce rapport.

L’étendue des travaux a notamment couvert les éléments et procédures spécifiques suivants :

* Analyse documentaire : Lister les documents de référence utilisées par les auditeurs (convention, réglementation, manuel de procédures…) et la documentation financière transmise par le projet
* Évaluation du contrôle interne et des risques : Lister succinctement les principales diligences d’audit en dehors de l’analyse documentaire (entretiens, analyse du système d’information, archivage des pièces, traçabilité du filtrage des listes de sanction financières…)
* Échantillonnage pour chaque module d’audit préciser l’échantillon retenu.
* Description des principales diligences pour l’audit financier : Préciser notamment que les Etats financiers du projet ont été audités et commentés par les auditeurs dans le rapport, en plus de la vérification de la conformité l’utilisation des fonds
* Description des principales diligences en matière de passation des marchés[[29]](#footnote-29) Résumer les point de contrôles dans les cas où il n'y a pas de constat d’audit. S’il n’y a pas de marchés passés sur la période auditée, le préciser.

# Résumé de toutes les constatations

Supprimer les paragraphes non retenus dans les objectifs des TdR (§1.2 (objectifs) et §2.3 (diligences)).

## Résumé des constatations financières

Les tableaux ci-dessous indiquent le rapport entre les constatations financières et le total des dépenses déclarées pour le Projet, d’une part, et le montant total du financement alloué par l’AFD au Projet d’autre part. Ils sont à compléter par l’auditeur suivant le format proposé (un exemple chiffré est présenté ici pour aider l’auditeur). Pour le rapport provisoire, l’auditeur laissera vides les chiffres relatifs au rapport final. Si le Projet est multisources de financement, l’auditeur peut dupliquer le tableau suivant si besoin pour le financement AFD uniquement.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Description | Catégorisation des  dépenses | Montant (EUROS) | % des dépenses totales déclarées par le Projet |
| Total des dépenses déclarées par le Projet (voir les états financiers à l'annexe 1) |  | 952 000 | 100% |
| Total des dépenses auditées |  | 690 000 | 72% |
| **% des dépenses auditées** |  | **72%** |  |
| Rapport provisoire | Éligibles (sans anomalie) | 450 000 | 47% |
| Éligibles (avec anomalies) | 150 000 | 16% |
| Inéligibles | 90 000 | 9% |
| *dont inéligibles LCB-FT/sanctions* | *15 000* | *1,6%* |
| Non auditées | 262 000 | 28% |
| **Total des dépenses** | **952 000** | **100%** |
| Rapport final | Éligibles (sans anomalie) | 520 000 | 55% |
| Éligibles (avec anomalies) | 120 000 | 13% |
| Inéligibles | 50 000 | 5% |
| *dont inéligibles LCB-FT/sanctions* | *5 000* | *0,5%* |
| Non auditées | 262 000 | 28% |
| **Total des dépenses** | **952 000** | **100%** |

Les dépenses inéligibles représentent **X** % des dépenses auditées du projet[[30]](#footnote-30).

|  |  |
| --- | --- |
| Description | Euros |
| Total des dépenses déclarées par le Projet (voir rapport financier à l'annexe N°1) | 952 000 |
|
| Montant à déduire (dépenses dont l'inéligibilité est établie) | 50 000 |
| **Dépenses éligibles pour le Projet** | **902 000** |
| Quote part AFD (en cas de cofinancement) | 100% |
| Dépenses éligibles sur la quote part AFD | 902 000 |

Le tableau ci-dessous récapitule par grande catégorie budgétaire :

* le % d’exécution du projet ;
* le % de dépenses contrôlées ;
* le % de dépenses inéligibles.

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Résumé des catégories/ principales types de dépenses (ici rapport provisoire) | | | | | | | |
| Catégorie des dépenses | Budget | Dépenses réalisées | % réalisé | Dépenses auditées | % auditées | Dépenses inéligibles | % inéligibles |
| Activités | 400 000 | 358 000 | 90% | 320 000 | 89% | 30 000 | 8% |
| Investissements | 300 000 | 286 000 | 95% | 210 000 | 73% | 35 000 | 12% |
| Fonctionnement | 290 000 | 300 000 | 103% | 155 000 | 52% | 23 000 | 8% |
| Frais bancaires | 10 000 | 8 000 | 80% | 5 000 | 63% | 2 000 | 25% |
| Dépenses totales du Projet | 1 000 000 | 952 000 | 95% | 690 000 | 72% | 90 000 | 9% |

## Résumé des constatations relatives au système de contrôle interne[[31]](#footnote-31)

| N° | Structure concernée | Constatations résumées  (Cf 4.2) | Risques | Priorité | Recommandations | Principaux points forts |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **1** | **Organisation Générale** | | | | | |
| **Gouvernance (exemple)** | | | | | | |
| N°1 | Direction X du Ministère | 1) Les PV de réunion des organes statutaires ne sont pas signés dans les délais et doivent faire l’objet d’un classement chronologique spécifique | Perte d’informations par rapport aux décisions prises par les organes statutaires | 2 | 1) Les réunions des organes statutaires doivent faire l’objet de PV signés, à classer par ordre chronologique dans un registre tenu à cet effet | 1) Existence d’organes de contrôle et de surveillance  2) Plan stratégique quinquennal |
| N°2 |  |  |  |  |  |
| **Organisation administrative et environnement institutionnel (exemple)** | | | | | | |
| N°3 |  | 1) l’intégralité du personnel de gestion du projet n’est pas encore recruté, notamment le RAF | Risque d’erreurs comptables et lacune dans les contrôles des dépenses | 1 | 1)Recruter le RAF dans les meilleurs délais | 1)Existence d’un organigramme détaillé des intervenants sur le projet |
| **Manuels de procédures** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Installations et équipements projet** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **2** | **Outils de gestion et reporting** | | | | | |
| **Système comptable** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Système budgétaire et analytique** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Reporting / États financiers et rapports d’exécution technique et financière** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Classement, archivage et sauvegarde** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Gestion des courriers** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **3** | **Aspects règlementaires** | | | | | |
| **Passation de marchés** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **4** | **Processus de gestion financière et administrative** | | | | | |
|  |  |  | |  |  |  |
| **Recettes** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Trésorerie** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Gestion des achats** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Missions et ateliers** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Gestion des immobilisations** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Gestion du matériel roulant** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Gestion des ressources humaines** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |

## Résumé des constatations relatives à la passation des marchés

Le tableau ci-dessous reprend toutes les constatations relatives à la passation des marchés, en fonction des diligences figurant dans les Termes de référence.

| N° | Libellés | Constatations |
| --- | --- | --- |
| 1 | Revue du dispositif | |
| 1.1 | Fonctionnement des organes garant du respect des règles applicables et du contrôle qualité |  |
| 1.2 | Organisation interne permettant une expression des besoins techniques de qualité |  |
| 1.3 | Mécanismes de prévention et détection des irrégularités et des pratiques prohibées |  |
| 1.4 | Conformité des délais |  |
| 1.5 | Conformité et fiabilité du système de classement et d’archivage |  |
| 2 | Respect de la planification des marchés | |
| 2.1 | Conformité avec le plan de passation des marchés et les budgets |  |
| 3 | Consultation/Mise en concurrence | |
| 3.1 | Choix du type de consultation et de la méthode de sélection |  |
| 3.2 | Contenu et cohérence des documents de passation de marchés avec le besoin et le type de marché |  |
| 3.3 | Modalité de publicité et/ou de consultation, délais et organisation de la remise et ouverture des offres |  |
| 3.4 | Marchés en gré à gré : conformité des motifs invoqués et respect du processus de passation |  |
| 4 | Évaluation | |
| 4.1 | Concordance entre les PV, rapports d’analyse et les marchés attribués |  |
| 4.2 | Constitution d’un Comité d’évaluation |  |
| 4.3 | Conformité du processus d’évaluation (aspects administratifs, techniques et financiers) |  |
| 4.4 | Objectivité et transparence de l’évaluation technique et financière. |  |
| 4.5 | Obtention de conditions économiques raisonnables |  |
| 4.6 | Détection des cas (avérés ou soupçonnés) de distorsion/rupture de concurrence |  |
| 5 | Attribution et contractualisation | |
| 5.1 | Attribution du marché durant la période de validité des offres |  |
| 5.2 | Régularité et concordance des clauses contractuelles et des prescriptions techniques du marché signé avec ceux utilisés à la consultation |  |
| 5.3 | acceptabilité des ajustements ou négociations éventuelles |  |
| 5.4 | Existence de garanties et leur caractère probant |  |
| 5.5 | Déclaration d’intégrité signée |  |
| 6 | Exécution des marchés | |
| 6.1 | Légalité des avenants et modifications en cours de marché |  |
| 7 | Marchés soumis à l’ANO de l’AFD | |
| 7.1 | Sollicitation de l’ANO à chacune des étapes de la passation du marché |  |
| 7 | Diligences LCB/FT/Sanctions | |
| 7.1 | Mise en œuvre diligences LCB/FT/Sanctions |  |
| 8 | Diligences ESSS et Sûreté | |
| 8.1 | Mise en œuvre des diligences et engagements pris par l’Entité auditée en matière de normes ESSS et de sûreté |  |
| 9 | Marchés à refinancer par l’AFD | |
| 9.1 | Réalisation des diligences propres aux marchés refinancés |  |

## Résumé des constatations relatives à l’exécution technique des marchés

Le tableau ci-dessous reprend toutes les constatations de l’audit technique, en fonction des diligences figurant dans les Termes de référence. A adapter librement, ne reprendre que les points pertinents

| N° | Libellés | Constatations |
| --- | --- | --- |
| 1 | Prescriptions techniques | |
| 1.1 | Pertinence des spécifications du DAO |  |
| 1.2 | Conformité des spécifications entre DAO, offre technique, marché signé et programme d’exécution des travaux |  |
|  | Suivi des travaux | |
| 2.1 | Existence et qualité de la documentation de suivi technique et des relevés des dépenses |  |
| 2.2 | Effectivité des prestations |  |
| 3 | Caractère raisonnable des prix | |
| 3.1 |  |  |
| 4 | Respect de la planification et de la programmation | |
| 4.1 |  |  |
| 5 | Avenants | |
| 5.4 |  |  |
| 6 | Contrôle et surveillance des travaux | |
| 6.1 |  |  |

## Résumé des constatations relatives aux diligences LCB/FT/Sanctions

### Résumé des points forts

Les points forts sont synthétisés ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° | Libellés | Points forts |
| 1 | Organisation générale | |
| 1.1 | Gouvernance |  |
|  |
| 1.2 | Organisation administrative et environnement institutionnel |  |
|  |
| 1.3 | Manuel de procédures |  |
|  |
| 2 | Outils de gestion et de reporting | |
| 2.1 | Système comptable |  |
|  |
| 2.2 | Suivi budgétaire et analytique |  |
|  |
| 2.2 | Système de classement, archivage et sauvegarde |  |
|  |
| 3 | Aspects règlementaires | |
| 3.1 | Règles en matière d’exécution et de justification des dépenses |  |
|  |
| 4 | Cycles d’activité | |
| 4.1 | Gestion de la trésorerie |  |
| 4.2 | Gestion des achats |  |

### Résumé des points faibles

Les points faibles sont synthétisés ci-dessous :

Le tableau ci-dessous reprend toutes les constatations générales relatives au volet LCB/FT/Sanctions en fonction des différentes rubriques concernés par la mise en œuvre de ces diligences.

À chaque constat est liée une analyse des risques ainsi que la priorité d’intervention et les recommandations proposées.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | Libellés | Constatations | Risques | Niveau de priorité | Constatations |
| 1 | Organisation générale | | | | |
| 1.1 | Gouvernance |  |  |  |  |
|  |
| 1.2 | Organisation administrative et environnement institutionnel |  |  |  |  |  |
|  |
| 1.3 | Manuel de procédures |  |  |  |  |  |
|  |
| 2 | Outils de gestion et de reporting | | | | |  |
| 2.1 | Système comptable |  |  |  |  |  |
|  |
| 2.2 | Suivi budgétaire et analytique |  |  |  |  |  |
|  |
| 2.2 | Système de classement, archivage et sauvegarde |  |  |  |  |  |
|  |
| 3 | Aspects règlementaires | | | | |  |
| 3.1 | Règles en matière d’exécution et de justification des dépenses |  |  |  |  |  |
|  |
| 4 | Cycles d’activité | | | | |  |
| 4.1 | Gestion de la trésorerie |  |  |  |  |  |
| 4.2 | Gestion des achats |  |  |  |  |  |

### Résumé des constatations financières liées aux diligences LCB/FT/Sanctions

Le tableau ci-dessous indique le rapport entre les constatations financières, liées spécifiquement aux diligences LCB/FT/Sanctions, et le total des dépenses déclarées pour le Projet. Il est à compléter par l’auditeur si ce dernier est dans un cas où il a dû réaliser des tests de conformité (cf. section « 2.3.1 des TDR »).

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Description | Catégorisation des dépenses | Montant (EUROS) | % dépenses déclarées par le Projet | Nombre de dépenses | % dépenses déclarées par le Projet (en nombre) |
| Total des dépenses déclarées par le Projet et concernées par le volet LCB/FT/Sanctions |  | 952 000 | 100% | 1 000 | 100% |
| Total des tests de conformité réalisés |  | 50 000 | 5% | 50 | 5% |
| **% des opérations auditées** |  | **5%** |  | **5%** |  |
| Rapport provisoire | Éligibles (sans anomalie) | 35 000 | 3,7% | 35 | 3,5% |
| Éligibles (avec anomalies) |  | 0% |  | 0% |
| Inéligibles[[32]](#footnote-32) | 15 000 | 1,6% | 15 | 1,5% |
| Non auditées | 902 000 | 95% | 950 | 95% |
| **Total des dépenses** | **952 000** | **100%** | **1 000** | **100%** |
| Rapport final | Éligibles (sans anomalie) | 40 000 | 4% | 40 | 4% |
| Éligibles (avec anomalies) | 5 000 | 0,5% | 5 | 0,5% |
| Inéligibles | 5 000 | 0,5% | 5 | 0,5% |
| Non auditées | 902000 | 95% | 950 | 95% |
| **Total des dépenses** | **952 000** | **100%** | **1 000** | **100%** |

## Données essentielles de l’audit

Les tableaux récapitulatifs suivants contiennent des données essentielles de l'audit exclusivement destinées à l’Autorité contractante [et de l’Agence française de développement][[33]](#footnote-33).

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Rapport provisoire** | | | | **Rapport final** | | | |
| **Constat d’audit** | **Inéligibles** | | **Éligibles (avec anomalies)** | | **Inéligibles** | | **Éligibles (avec anomalies)** | |
|  | Nb | Montant | Nb | Montant | Nb | Montant | Nb | Montant |
| Exhaustivité de la documentation | 12 | 60 000 | 28 | 90 000 | 8 | 40 000 | 16 | 80 000 |
| Problèmes relatifs au paiement | 2 | 10 000 |  |  |  |  |  |  |
| Régularité formelle exactitude et valeur probante | 4 | 10 000 | 20 | 40 000 |  |  | 12 | 30 000 |
| Exécution budgétaire |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Autres dispositions réglementaires et contractuelles |  |  | 2 | 10 000 |  |  | 2 | 10 000 |
| Prix, pertinence et vraisemblance de la dépense | 2 | 10 000 |  |  | 2 | 10 000 |  |  |
| Conformité à la réglementation fiscale et sociale |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Procédures marchés |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Irrégularités |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total des dépenses faisant l'objet d'un constat d'audit** | **20** | **90 000** | **50** | **140 000** | **10** | **50 000** | **30** | **120 000** |

### Revue analytique des dépenses inéligibles

Les auditeurs devront commenter succinctement le contenu et la typologie des anomalies affectant les dépenses inéligibles.

### Revue analytique des dépenses éligibles avec anomalie

Les auditeurs devront commenter le contenu et la typologie des anomalies affectant les dépenses éligibles avec anomalies.

L’attention des auditeurs est appelée sur la cohérence entre la gravité des anomalies et la classification des dépenses dans cette catégorie « éligible avec anomalie ».

## Suivi des recommandations des audits antérieurs

Le tableau ci-dessous reprend les recommandations issues des audits antérieurs, et établit le point de leur mise en œuvre à la date du présent audit. A adapter librement, ne reprendre que les points pertinents. Quelques exemples dans le tableau.

Dans le cas où l’auditeur a changé, il devra indiquer le cas échéant les recommandations dont la pertinence ne lui semble pas avérée.

| **N°** | **Recommandations** | **Niveau de priorité** | **État de mise en œuvre des recommandations** |
| --- | --- | --- | --- |
| **1** | **Organisation générale** | | |
| **1.1** | **Gouvernance** | | |
| 1.1.x | Respecter les attributions du comité de pilotage (cf. manuel de procédures) afin de garantir l’indépendance entre l'unité de pilotage et contrôle (CPS) et l'unité de gestion (la coordination). | 1 | La copie de leurs attributions a été transmise à chaque membre du CPS. |
| **1.2** | **Organisation administrative et environnement institutionnel** | | |
| 1.2.x | Réviser l’organigramme afin de préciser les différentes fonctions ainsi que les liens hiérarchiques et fonctionnels | 1 | Organigramme révisé dans le manuel et diffusé en interne au sein du Projet |
| **2** | **Outils de gestion et reporting** | | |
| **2.1** | **Système comptable** | | |
| 2.1.x | Faire réparer l’ancien logiciel ou procéder à l’achat d’un logiciel plus adapté à la gestion de projets. |  | Le logiciel XXX a été proposé dans la version provisoire du PO 2019 mais n’a pas été retenu dans la version finale. |
| **3** | **Aspects règlementaires** | | |
| **3.1** | **Passation de marchés** | | |
| 3.1.x | S’assurer du respect des seuils de passation et des critères de sélection (cf. manuel de procédures) |  | Recommandation non mise en place. Les anomalies signalées antérieurement sont toujours présentes en 2019. |
| **4** | **Revue par cycle** | | |
| **4.1** | **Actifs et biens immobilisés** | | |
| 4.1.x |  |  |  |
| **4.2** | **Trésorerie** | | |
| 4.2.x |  |  |  |
| **4.3** | **Missions et ateliers** | | |
| 4.3.x |  |  |  |
| **4.4** | **Etc.** | | |
| 4.4.x |  |  |  |

# Constatations et recommandations

## Constatations financières

Le montant inéligible pour chaque constatation correspond au constat prioritaire identifié à l’annexe 4.2 des TdR. Lorsqu’une dépense inéligible est concernée par plusieurs constatations, son montant ne doit être reportée qu’une seule fois. La somme des montants inéligibles de toutes les constatations doit correspondre au montant indiqué dans le tableau de synthèse (§3.1).

|  |  |
| --- | --- |
| **Constatation n°** | **Intitulé:** intitulé de la constatation  Exemple : |
| **Constat d’audit:** préciser la catégorie  Exemple : Irrégularité (n°31 – Paiement sans pièce) | |
| **Description de la constatation :** description détaillée de la constatation couvrant les faits, critères, cause(s) et incidence(s). Pour les critères, mentionner précisément l’article ou la clause des dispositions contractuelles  Exemple : La mairie de XX a engagé des dépenses de carburant et d’entretien moto de 229.575 FCFA (349.98 Euros). Aucune pièce justificative de la dépense n’a été produite. Ce montant est simplement extrait des « prévisions financières du mois d’octobre 2017 », établies par l’Assistant technique et validées par le maire de ladite commune. Cette dépense est considérée comme non justifiée et par conséquent inéligible. | |
| **Montant inéligible en Euros le cas échéant :** | |
| **Commentaires de l'Entité:** L’Entité indique si elle est d’accord ou non avec la constatation et fait part de ses observations | |
| **Commentaires de l’Autorité contractante :** | |
| **Commentaires définitifs de l’auditeur:** [En cas de désaccord avec les commentaires de l’Entité, l’auditeur réfute ici les observations de l'Entité et justifie le maintien de sa constatation, qu’il considère toujours justifiée] | |
| **Montant inéligible en Euros dans le rapport final :** | |

## Constatations relatives au système de contrôle interne

|  |
| --- |
| Niveaux de priorité à utiliser pour classer les recommandations |
| *Priorité 1 – Une mesure corrective est requise d'urgence.* Des éléments essentiels du contrôle interne font défaut ou ne sont pas respectés de façon régulière. Un élément ou une série d'éléments du contrôle interne présentent une faiblesse ou une déficience fondamentale entraînant un risque substantiel d’erreur significative, d’irrégularité ou de pratique prohibée en ce qui concerne les dépenses et recettes déclarées dans les états financiers relatifs au Projet. Il existe un risque substantiel de non‑réalisation des objectifs du contrôle interne en ce qui concerne la fiabilité des informations financières relatives au Projet, l’efficacité et l'effectivité de ses opérations, ainsi que le respect de la réglementation applicable, notamment des conditions contractuelles applicables au projet. Ces risques pourraient avoir une incidence négative sur les états financiers du Projet. Une mesure corrective est requise d'urgence. |
| *Priorité 2* – *Une mesure particulière est requise rapidement*. Un élément ou une série d'éléments du contrôle interne présentent une faiblesse ou une déficience qui, sans être fondamentale, a trait à des insuffisances qui exposent certains domaines du contrôle interne (par exemple, la gestion des avoirs en caisse et en banque ou le contrôle du budget et des dépenses) à un niveau moins immédiat de risque d’erreur, d’irrégularité ou de pratique prohibée. Ce risque pourrait avoir une incidence sur l’efficacité du contrôle interne et sur ses objectifs et devrait préoccuper la direction de l’Entité. Une mesure particulière est requise rapidement. |
| *Priorité 3 - Une mesure corrective particulière est souhaitable*. Le contrôle interne présente une faiblesse ou une déficience qui, considérée isolément, n'a pas d'incidence majeure, mais a trait à un domaine dans lequel l’amélioration du contrôle interne profiterait au Projet et/ou l’Entité pourrait faire preuve d'une efficacité et/ou d'une efficience accrues. Des effets indésirables sur les processus sont possibles et, combinés à d’autres faiblesses, pourraient être source de préoccupations. |

L’auditeur traduira en dépenses inéligibles ou éligibles avec anomalies les constatations ci-dessous s’il y a lieu.

### Sur l’organisation générale

#### Gouvernance

|  |  |
| --- | --- |
| **Constatation n°** | **Intitulé:** intitulé de la constatation  Exemple : insuffisances dans la gouvernance de l’Entité |
| **Description de la constatation :** description détaillée de la constatation couvrant les faits, critères, cause(s) et incidence(s). Pour les critères, mentionner précisément l’article ou la clause des dispositions contractuelles  Exemple : Lors de nos vérifications, nous avons constaté les insuffisances suivantes :   1. Aucun PV relatif à la tenue des réunions statutaires des organes de gouvernance ne nous a été remis; 2. Les mandats des membres du comité de pilotage ont été renouvelés par tacite reconduction sans qu’aucune réunion statutaire ne soit tenue et sans que cette modalité ne soit clairement spécifiée dans les statuts. | |
| **Recommandations :** les recommandations doivent viser à corriger les situations existantes, à améliorer la gestion et le système de contrôle interne du projet ou à accroître le respect des contrôles établis et/ou des meilleures pratiques | |
| **Priorité de la recommandation:**  Priorité 1 - Une mesure particulière est requise d'urgence ; Priorité 2 - Une mesure particulière est requise rapidement ; Priorité 3 - Une mesure corrective particulière est (Ne conserver que l’option applicable) | |
| **Montant inéligible en Euros le cas échéant :** | |
| **Commentaires de l'Entité:** L’Entité indique si elle est d’accord ou non avec la constatation et fait part de ses observations | |
| **Commentaires de l’Autorité contractante :** | |
| **Commentaires définitifs de l’auditeur:** En cas de désaccord avec les commentaires de l’Entité, l’auditeur réfute ici les observations de l'Entité et justifie le maintien de sa constatation, qu’il considère toujours justifiée | |
| **Montant inéligible en Euros dans le rapport final le cas échéant :** | |

#### Organisation administrative et environnement institutionnel

#### Manuel de procédures

|  |  |
| --- | --- |
| **Constatation n°** | **Intitulé:** intitulé de la constatation  Exemple : Manuel de procédures non adapté à la gestion actuelle |
| **Description de la constatation :** description détaillée de la constatation couvrant les faits, critères, cause(s) et incidence(s). Pour les critères, mentionner précisément l’article ou la clause des dispositions contractuelles  Exemple : Lors de nos vérifications, nous avons constaté les insuffisances suivantes :  1) Le manuel ne décrit pas les modalités de révision et de mise à jour ;  2) Des doublons et des incompatibilités fonctionnelles ont été détectées lors de l’analyse ;  3) Certaines procédures sont à réviser (comptables) ou à simplifier (reporting) pour tenir compte de la taille de la structure et du mode de gestion actuel ;  4) Le manuel n’est pas diffusé en version papier au niveau de la coordination. | |
| **Recommandations :** les recommandations doivent viser à corriger les situations existantes, à améliorer la gestion et le système de contrôle interne du projet ou à accroître le respect des contrôles établis et/ou des meilleures pratiques | |
| **Priorité de la recommandation:**  Priorité 1 - Une mesure particulière est requise d'urgence ; Priorité 2 - Une mesure particulière est requise rapidement ; Priorité 3 - Une mesure corrective particulière est (Ne conserver que l’option applicable) | |
| **Commentaires de l'Entité:** L’Entité indique si elle est d’accord ou non avec la constatation et fait part de ses observations> | |
| **Montant inéligible en Euros le cas échéant :** | |
| **Commentaires de l’Autorité contractante :** | |
| **Commentaires définitifs de l’auditeur:** En cas de désaccord avec les commentaires de l’Entité, l’auditeur réfute ici les observations de l'Entité et justifie le maintien de sa constatation, qu’il considère toujours justifiée | |
| **Montant inéligible en Euros dans le rapport final le cas échéant :** | |

#### Installations et équipements du projet

### Sur les outils de gestion et le reporting

#### Système comptable

#### Suivi budgétaire et analytique

#### Reporting

#### Classement, archivage et sauvegarde

#### Gestion des courriers

#### Gestion des risques

### Sur les aspects réglementaires

#### Passation des marchés

#### Règles en matière d’exécution et de justification des dépenses

### Sur les processus de gestion financière et administrative

#### Recettes

#### Trésorerie

#### Achats

#### Missions et ateliers

#### Immobilisations

#### Matériel roulant

#### Fonctionnement des bureaux

#### Ressources humaines

## Constatations relatives à la passation des marchés

L’auditeur traduira en dépenses inéligibles ou éligibles avec anomalies les constatations ci-dessous s’il y a lieu.

### Marché n°1

|  |
| --- |
| **Intitulé:** intitulé de la /des constatation(s)  Exemple : méthode d’évaluation non conforme |
| **Description de la /des constatation(s) :** description détaillée de la constatation couvrant les faits, critères, cause(s) et incidence(s). Pour les critères, mentionner précisément l’article ou la clause des dispositions contractuelles  Exemple : Nous avons constaté lors de l’analyse du marché de la construction d’une salle de classe passé par le biais d’une Demande de Cotations (montant estimé à 240 000€, soit bien inférieur au seuil de 300 000€ prévu dans les Directives AFD à l’article 2.3) que le rapport d’évaluation comporte deux non-conformités :   * Evaluation qualité coût (70/30) utilisée, alors que l’article 2.3 des Directives prévoit une sélection du soumissionnaire évalué le moins-disant, techniquement conforme pour l’essentiel et qualifié ; * Incohérence entre les critères d’évaluation prévus dans la Demande de Cotations et ceux utilisés dans le rapport d’évaluation : le Maitre d’Ouvrage a noté les CV du chef de chantier et du directeur de projet, alors que ces profils ne sont pas détaillés dans la Demande de Cotations, et qu’il n’y est pas fait mention d’une évaluation du personnel présenté par les soumissionnaires.   Deux offres (entreprises A et B) ont reçu des notes basses en raison principalement de l’absence de tels CVs, menant à l’attribution du marché par le Maitre d’Ouvrage au soumissionnaire C. Sans cette prise en compte des CV dans l’évaluation, et avec une évaluation au moins-disant techniquement conforme, le marché aurait été attribué à l’entreprise A. |
| **Montant inéligible en Euros le cas échéant :** |
| **Commentaires de l'Entité:** L’Entité indique si elle est d’accord ou non avec la constatation et fait part de ses observations |
| **Commentaires de l’Autorité contractante :** |
| **Commentaires définitifs de l’auditeur:** En cas de désaccord avec les commentaires de l’Entité, l’auditeur réfute ici les observations de l'Entité et justifie le maintien de sa constatation, qu’il considère toujours justifiée |
| **Montant inéligible en Euros dans le rapport final le cas échéant :** |

### Marché n°2

### Marché n°3

## Constatations relatives à l’exécution technique des marchés

Le format de restitution pour le volet technique est laissé à l’appréciation des auditeurs qui doivent cependant formuler des recommandations.

## Constatations relatives aux diligences LCB/FT/Sanctions

|  |
| --- |
| Niveaux de priorité à utiliser pour classer les recommandations |
| *Priorité 1 – Une mesure corrective est requise d'urgence.* Des éléments essentiels du contrôle interne font défaut ou ne sont pas respectés de façon régulière. Un élément ou une série d'éléments du contrôle interne présentent une faiblesse ou une déficience fondamentale entraînant un risque substantiel d’erreur significative, d’irrégularité ou de pratique prohibée en ce qui concerne les dépenses et recettes déclarées dans les états financiers relatifs au Projet. Il existe un risque substantiel de non‑réalisation des objectifs du contrôle interne en ce qui concerne la fiabilité des informations financières relatives au Projet, l’efficacité et l'effectivité de ses opérations, ainsi que le respect de la réglementation applicable, notamment des conditions contractuelles applicables au projet. Ces risques pourraient avoir une incidence négative sur les états financiers du Projet. Une mesure corrective est requise d'urgence. |
| *Priorité 2* – *Une mesure particulière est requise rapidement*. Un élément ou une série d'éléments du contrôle interne présentent une faiblesse ou une déficience qui, sans être fondamentale, a trait à des insuffisances qui exposent certains domaines du contrôle interne (par exemple, la gestion des avoirs en caisse et en banque ou le contrôle du budget et des dépenses) à un niveau moins immédiat de risque d’erreur, d’irrégularité ou de pratique prohibée. Ce risque pourrait avoir une incidence sur l’efficacité du contrôle interne et sur ses objectifs et devrait préoccuper la direction de l’Entité. Une mesure particulière est requise rapidement. |
| *Priorité 3 - Une mesure corrective particulière est souhaitable*. Le contrôle interne présente une faiblesse ou une déficience qui, considérée isolément, n'a pas d'incidence majeure, mais a trait à un domaine dans lequel l’amélioration du contrôle interne profiterait au Projet et/ou l’Entité pourrait faire preuve d'une efficacité et/ou d’une efficience accrue. Des effets indésirables sur les processus sont possibles et, combinés à d’autres faiblesses, pourraient être source de préoccupations. |

L’auditeur traduira en dépenses inéligibles ou éligibles avec anomalies les constatations ci-dessous s’il y a lieu.

### Gouvernance

### Organisation administrative et environnement institutionnel

|  |  |
| --- | --- |
| **Constatation n°** | **Intitulé:** intitulé de la constatation  Exemple : insuffisances dans l’environnement de l’Entité concernant les dilligences LCB/FT/Sanctions |
| **Constat d’audit:** préciser la catégorie  Exemple : C5A18 | |
| **Description de la constatation :** description détaillée de la constatation couvrant les faits, critères, cause(s) et incidence(s). Pour les critères, mentionner précisément l’article ou la clause des dispositions contractuelles  Exemple : Lors de nos vérifications, nous avons constaté les insuffisances suivantes :   1. Aucun document ne matérialise les travaux réalisés au titre des diligences LCB/FT/Sanctions ; 2. L’Entité n’est pas en mesure de prouver qu’elle a réalisé des contrôles pertinents concernant l’existence potentielle de bénéficiaires sur des listes d’interdictions | |
| **Recommandations :** les recommandations doivent viser à corriger les situations existantes, à améliorer la gestion et le système de contrôle interne du projet ou à accroître le respect des contrôles établis et/ou des meilleures pratiques | |
| **Priorité de la recommandation:**  Priorité 1 - Une mesure particulière est requise d'urgence | |
| **Montant inéligible en Euros le cas échéant :** 15 000 euros | |
| **Commentaires de l'Entité:** L’Entité indique si elle est d’accord ou non avec la constatation et fait part de ses observations | |
| **Commentaires de l’Autorité contractante :** | |
| **Commentaires définitifs de l’auditeur:** En cas de désaccord avec les commentaires de l’Entité, l’auditeur réfute ici les observations de l'Entité et justifie le maintien de sa constatation, qu’il considère toujours justifiée | |
| **Montant inéligible en Euros dans le rapport final :** 5 000 euros | |

### Manuel de procédures

|  |  |
| --- | --- |
| **Constatation n°** | **Intitulé:** intitulé de la constatation  Exemple : Manuel de procédures ne traitant pas du point spécifique des diligences LCB/FT/Sanctions |
| **Constat d’audit:** préciser la catégorie  Exemple : non applicable | |
| **Description de la constatation :** description détaillée de la constatation couvrant les faits, critères, cause(s) et incidence(s). Pour les critères, mentionner précisément l’article ou la clause des dispositions contractuelles  Exemple : Lors de nos vérifications, nous avons constaté les insuffisances suivantes :  1) Le manuel ne décrit pas les modalités de traitement des diligences LCB/FT/Sanctions;  2) Des incompatibilités fonctionnelles ont été détectées lors de l’analyse du traitement des cas d’exemption. | |
| **Recommandations :** les recommandations doivent viser à corriger les situations existantes, à améliorer la gestion et le système de contrôle interne du projet ou à accroître le respect des contrôles établis et/ou des meilleures pratiques | |
| **Priorité de la recommandation:**  Priorité 1 - Une mesure particulière est requise d'urgence | |
| **Montant inéligible en Euros le cas échéant :** non applicable | |
| **Commentaires de l'Entité:** L’Entité indique si elle est d’accord ou non avec la constatation et fait part de ses observations> | |
| **Commentaires de l’Autorité contractante :** | |
| **Commentaires définitifs de l’auditeur:** En cas de désaccord avec les commentaires de l’Entité, l’auditeur réfute ici les observations de l'Entité et justifie le maintien de sa constatation, qu’il considère toujours justifiée | |
| **Montant inéligible en Euros dans le rapport final :** non applicable | |

Annexe 1 : États financiers du Projet (y compris tableau de flux de trésorerie)

Annexe 2 : Rapprochement(s) bancaire(s) de fin de période couverte par l’audit[[34]](#footnote-34)

Annexe 3 : Liste des dépenses de la période auditée et des dépenses auditées

Annexe 4 : Compte – rendus des visites de terrain

Annexe 5 : Personnes rencontrées

|  |  |
| --- | --- |
| Nom et Prénom | Fonction |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

Annexe 6 : Termes de référence de la mission

1. A supprimer si l’Entité auditée est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-1)
2. A supprimer quand l’AFD est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-2)
3. A supprimer quand l’AFD est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-3)
4. A supprimer si l’Entité auditée est l’Autorité contractante [↑](#footnote-ref-4)
5. A supprimer quand l’AFD est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-5)
6. A supprimer si l’Entité auditée est différente de l’Autorité contractante [↑](#footnote-ref-6)
7. A supprimer quand l’AFD est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-7)
8. A supprimer si l’Entité auditée est différente de l’Autorité contractante [↑](#footnote-ref-8)
9. A supprimer si l’Entité est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-9)
10. A supprimer si l’Entité auditée est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-10)
11. A supprimer quand l’AFD est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-11)
12. A supprimer quand l’AFD est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-12)
13. A supprimer si l’Entité auditée est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-13)
14. A supprimer si l’Entité est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-14)
15. Clauses modalités de versement, annexe 2, éventuellement engagements particuliers [↑](#footnote-ref-15)
16. A supprimer quand l’AFD est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-16)
17. A supprimer quand l’AFD est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-17)
18. A supprimer quand l’AFD est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-18)
19. A supprimer si l’Entité est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-19)
20. A supprimer quand l’AFD est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-20)
21. A supprimer si l’Entité est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-21)
22. A supprimer quand l’AFD est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-22)
23. A supprimer si l’Entité est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-23)
24. A supprimer si l’Entité est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-24)
25. A supprimer si l’Entité est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-25)
26. A supprimer quand l’AFD est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-26)
27. A supprimer quand l’AFD est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-27)
28. A supprimer si l’Entité est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-28)
29. A supprimer si le module de passation des marchés n’est pas prévu par les TdR [↑](#footnote-ref-29)
30. Phrase à n’indiquer que dans le rapport provisoire d’audit avec impact sur la taille de l’échantillon retenu par l’auditeur : cf §2.2.1 des TdR (« En cas de dépenses inéligibles supérieures à 10% du montant total des dépenses contrôlées, [le] taux de contrôle doit être porté [de 65%] à 85% ».). Dans l’exemple fourni, les dépenses inéligibles représentent 13% des dépenses auditées. [↑](#footnote-ref-30)
31. Ne reprendre dans le tableau que les sections pertinentes [↑](#footnote-ref-31)
32. Rappelons que dans le cas où le Maître d’ouvrage n’est pas en mesure de prouver qu’il a réalisé les vérifications concernant les adjudicataires, l’opération revue par l’auditeur doit être considérée automatiquement comme inéligible au stade du rapport provisoire.

    L’opération est également à considérer comme inéligible si l’adjudicataire se trouve sur une liste de sanctions financières. [↑](#footnote-ref-32)
33. A supprimer quand l’AFD est l’autorité contractante [↑](#footnote-ref-33)
34. A supprimer en l’absence de compte dédié au Projet [↑](#footnote-ref-34)